

## Communiqué de presse

Zurich/Genève, 22 octobre 2020

### **Enquête de Deloitte auprès des CFO : les défaillances de crédit et les cyber-attaques sont les plus grands dangers qui planent sur les entreprises suisses**

**Pour la première fois, les CFO suisses désignent les défaillances de paiement et de crédit comme étant un risque que leurs entreprises doivent prendre au sérieux. Parallèlement, le thème de la cyber-sécurité a nettement gagné en importance parmi les points qui préoccupent les CFO suisses. Ceci s'explique principalement par l'avancée de la numérisation observée depuis le début de la pandémie et la multiplication des cyber-attaques. Les CFO sont moins pessimistes pour l'avenir qu'ils ne l'étaient encore au printemps dernier. Une majorité relative estime toutefois que les perspectives économiques n'évolueront pas favorablement au cours des 12 prochains mois. La plupart des entreprises s'attendent à retrouver des chiffres d'affaires au niveau d'avant la crise au plus tôt au troisième trimestre 2021.**

La pandémie continue de dicter sa loi : tant en termes de perspectives économiques que de risques pour leurs entreprises, les CFO suisses considèrent que l'évolution à court et plus long terme de la pandémie reste le facteur crucial de leur planification. Ils tablent certes sur une rapide amélioration de la conjoncture par rapport aux données du printemps passé, mais une majorité relative de 42% juge les perspectives économiques de la Suisse comme négatives pour les 12 prochains mois. Seuls 28% nourrissent des attentes positives et 30% émettent un avis neutre.

Les attentes économiques se sont néanmoins clairement améliorées. [Au printemps, quelque 96% des CFO interrogés au moment de la mise en place des mesures pour lutter contre la propagation du coronavirus](#) tablaient encore sur une évolution négative de l'économie pour les 12 mois à venir. « Notre enquête montre que la situation de précarité dans laquelle un grand nombre d'entreprises se sont retrouvées au printemps s'est désormais améliorée », explique Michael Grampp, économiste en chef de Deloitte Suisse. « La situation reste toutefois instable, comme le montre l'évolution récente de la pandémie. La forte hausse du nombre d'infections en Europe est au centre des préoccupations de la population. Beaucoup dépend désormais des décisions politiques à venir - ceci est le cas aussi bien pour la Suisse que pour nos plus gros marchés d'exportation.»

Les mesures de soutien mises en place par la Confédération ont permis de stabiliser la situation économique en Suisse. Ce sont principalement les mesures de chômage partiel et les crédits rapidement octroyés et versés au titre de la lutte contre le coronavirus qui ont permis aux entreprises de surmonter la crise sans avoir à payer un trop lourd tribut. « Nul doute que les mesures d'aide de l'Etat étaient absolument nécessaires au début de la crise », déclare Michael Grampp. « Toutefois, le plus longtemps elles seront dispensées, le plus elles risqueront de faire naître des effets pervers. En effet, il ne faut pas que les entreprises ne générant pas de profit ou ne créant pas de valeur soient artificiellement maintenues la tête hors de l'eau de façon durable. On assisterait alors à une zombification de l'économie », précise Michael Grampp.

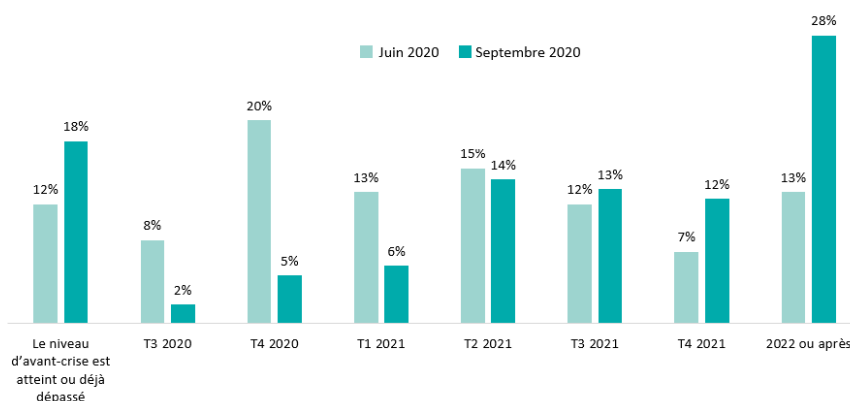
#### **Le retour au niveau d'avant la crise n'est pas pour bientôt**

Plus de la moitié (54%) des CFO interrogés ont indiqué que la situation financière de leur entreprise s'est clairement améliorée par rapport aux trois derniers mois. En juin de cette année, un peu plus des deux-tiers (67%) tablaient sur des perspectives maussades et seulement 9% pensaient que leur situation allait s'améliorer. « Ce net renversement est fort réjouissant », développe Jean-François Lagassé, Associé et responsable du secteur des services financiers chez Deloitte Suisse. « Il semble que l'économie suisse se stabilise nettement plus vite qu'après la crise de l'Euro ou le choc monétaire du franc. »

Les CFO interrogés sont cependant plus réservés en ce qui concerne les perspectives de croissance pour les 12 prochains mois : ils ne sont que 36% à miser sur la croissance, tandis que 29% s'attendent à une contraction. Le problème se situe au niveau des détails : tandis que les chiffres d'affaires en hausse de 51% sont les plus

rapides à se rétablir, les marges (en hausse de 21%) et les effectifs (en hausse de 1%) restent à la peine car, bien qu'en faible amélioration, ils restent clairement dans le rouge.

Les CFO font preuve d'un optimisme plus modéré que pour les trois derniers mois en ce qui concerne leur chiffres d'affaires : « Pendant l'été, les CFO étaient encore plus optimistes et tablaient majoritairement sur un rattrapage du chiffre d'affaires au niveau d'avant-crise dès le premier trimestre 2021 », déclare Jean-François Lagassé. « Désormais, la plupart d'entre eux estiment qu'ils n'égalent ces chiffres d'affaires qu'au troisième trimestre 2021, soit un semestre plus tard. »



**Retour au niveau d'avant la crise:** Sur la base des informations dont vous disposez actuellement, quand pensez-vous que votre entreprise retrouvera son niveau de vente d'avant la crise ?

### L'avancée de la numérisation propulse la cyber-sécurité au rang de préoccupation première

Pour la première fois depuis plus de dix ans, les défaillances de crédit et de paiement sont désignées par les CFO comme étant l'un des trois risques majeurs qu'ils redoutent pour leurs entreprises. « Le fait que les défaillances de crédit et de paiement soient considérées comme l'un des plus gros risques encourus montre clairement que les CFO prennent ce risque très au sérieux. Les défaillances de crédit pourraient donc également avoir des répercussions dans le milieu bancaire », déclare Jean-François Lagassé. « Pour l'instant, les difficultés de paiement sont encore masquées par les mesures de soutien apportées par l'Etat pour faire face à l'urgence. »

La pandémie reste indétrônée à la première place du palmarès des risques, suivie de la faiblesse de la demande, elle aussi directement liée à la pandémie. La cyber-sécurité a observé le bond en avant le plus important, et remonte ainsi allègrement dans le classement. L'avancée numérique attendue durant la pandémie, et que [l'enquête de printemps auprès des CFO](#) avait prédite, a eu pour conséquence l'accroissement des effectifs en télétravail, ce [qui a toutefois contribué à accroître le risque de cyber-attaques](#). « Les CFO ont compris que le flux de données initié par le télétravail se devait d'être mieux protégé », explique Jean-François Lagassé. « C'est maintenant aux entreprises qu'il revient de prendre les mesures ciblées afin que le télétravail ne constitue pas un point d'entrée pour les cyber-criminels. Cela implique notamment que les collaborateurs soient mieux formés et que des investissements ciblés dans des solutions informatiques sécurisées soient réalisés. »

### Réduction des effectifs et des surfaces de bureau

Sans surprise, de nombreuses entreprises se sont imposées de nouvelles mesures d'économie. Celles-ci sont déjà très avancées dans la plupart des firmes. Effectivement, 85% des entreprises ont en premier lieu réduit les frais de déplacement ou les dépenses de marketing, suivi des heures supplémentaires et des soldes des vacances (70%). Comme très souvent en période de crise, un grand nombre d'entreprises interrogées prévoit une réduction des effectifs – 33% de celles qui ont été interrogées y ont déjà eu recours.

La situation a également été évaluée au regard des surfaces de bureau. 31% des entreprises réfléchissent à l'espace de bureaux dont elles auront effectivement besoin à l'avenir et 17% ont déjà procédé à des ajustements. « Un nombre plus important de collaborateurs sont en télétravail, un phénomène qui va s'inscrire dans la durée », déclare Jean-François Lagassé. « Cela permet d'un côté aux entreprises de réaliser des économies en termes de surfaces de bureau. D'un autre côté, une surface plus importante est requise afin de respecter la distanciation sociale et d'exploiter d'une façon différente l'espace disponible. Il faudra par exemple plus d'espace pour les lieux d'échange et de rencontre, et moins d'espace pour les bureaux classiques. »

Interlocuteur : Jean-François Lagassé  
Titre : Associé et responsable du secteur des services financiers  
Tél : +41 58 279 81 70  
E-mail : [jlagasse@deloitte.ch](mailto:jlagasse@deloitte.ch)

Interlocuteur : Michael Grampp  
Titre : Économiste en chef  
Tél : +41 58 279 68 17  
E-mail : [mgrampp@deloitte.ch](mailto:mgrampp@deloitte.ch)

---

Interlocuteur : Adrian Zebib  
Titre : Spécialiste en communication externe  
Tél.: +41 58 279 6142  
E-Mail: [azebib@deloitte.ch](mailto:azebib@deloitte.ch)

---

### À propos de l'enquête auprès des CFO

Cette enquête a pour objectif de recueillir les estimations des Chief Financial Officers (CFO) et des directeurs financiers d'entreprises concernées en matière de perspectives commerciales, de financement, de risque et de stratégie et de faire ressortir les tendances et les points critiques au sein des entreprises suisses. L'enquête auprès des CFO, la seule de ce type réalisée en Suisse, est menée deux fois par an depuis l'automne 2009. La quarantième édition de l'enquête, portant sur le deuxième semestre 2020, a été réalisée entre le 31 août et le 25 septembre. 112 CFO y ont participé au total. Ceux-ci représentent aussi bien des sociétés cotées en bourse que des sociétés entièrement détenues en mains privées et proviennent de tous les secteurs concernés de l'économie suisse.

Deloitte réalise des enquêtes auprès des CFO dans plus de 60 pays à travers le monde. Depuis 2015, les résultats de désormais 20 pays européens sont condensés dans un rapport commun. Celui-ci devrait paraître dans les prochaines semaines.

Les résultats de [l'enquête Deloitte auprès des CFO](#) sont consultables en ligne en version intégrale.

### Deloitte Suisse

Deloitte compte parmi les principales sociétés suisses fournissant des services professionnels dans les domaines Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Avec plus de 2'000 collaborateurs répartis dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte Suisse est une filiale de Deloitte North South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'). Les sociétés affiliées de DTTL sont représentées dans plus de 150 pays, et comptent environ 310'000 collaborateurs.

### Note aux rédacteurs

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs sociétés membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique, veuillez consulter le site [www.deloitte.com/ch/fr/about](http://www.deloitte.com/ch/fr/about).

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de DTTL. Deloitte NSE LLP et DTTL, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).



© 2020 Deloitte SA. Tous droits réservés.